

Ramph
H Mod
L

(10 décembre 1920)

20/48/173.

Document
de
l'Assemblée

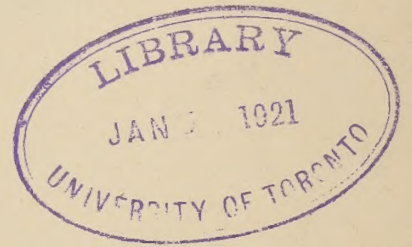
173

(Société des Nations.)

(ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES)
DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
(ALBANIE)

(RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LA V^{me} COMMISSION A L'ASSEMBLÉE)

League of Nations.



ADMISSION OF NEW MEMBERS TO THE
LEAGUE OF NATIONS
(ALBANIA)

REPORT PRESENTED BY COMMITTEE V TO THE ASSEMBLY

SOCIÉTÉ DES NATIONS

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS:
ALBANIE

RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LA V^{me} COMMISSION

La cinquième Commission a l'honneur de soumettre à l'Assemblée son rapport sur la demande d'admission de l'ALBANIE dans la Société des Nations.

La Commission émet l'avis d'ajourner l'admission jusqu'à ce que le statut international de l'Albanie ait été clairement établi.

6 Décembre 1920.

Le Président :

A. HUNEEUS.

LEAGUE OF NATIONS

ADMISSION OF NEW MEMBERS TO THE LEAGUE OF NATIONS :
ALBANIA

REPORT PRESENTED BY THE FIFTH COMMISSION TO THE ASSEMBLY

The Fifth Commission has the honour to submit to the Assembly its report on the application of ALBANIA for admission to the League of Nations. The Committee expresses the opinion that the admission of Albania should be adjourned until the international status of Albania shall have been definitely established.

December 6th, 1920.

Chairman :

A. HUNEEUS.

ALBANIE

1. La demande d'admission dans la Société des Nations est-elle régulière ?

La demande d'admission dans la Société des Nations présentée par l'Albanie est régulière, sous la réserve qu'elle n'a été reçue par le Secrétariat que le 19 octobre. En effet, conformément au Règlement provisoire de l'Assemblée, toute proposition, sauf décision contraire de l'Assemblée, exige un mois de préavis. Cet article du Règlement n'était, comme on sait, pas encore en vigueur au moment où l'Albanie a présenté sa demande, aussi la Commission est-elle d'avis que la dite demande doit être tenue pour régulière et en bonne et due forme.

2. Le Gouvernement est-il reconnu de *jure* ou de *facto*, et par quels Etats ?

Le Traité de Londres de 1913, entre la Turquie et la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie et la Serbie, envisageait la création de l'Albanie. Les Grandes Puissances se réservaient d'en déterminer la constitution et d'en fixer l'étendue ; aux Conférences des Ambassadeurs de 1914, à Londres et à Florence, l'indépendance de l'Albanie fut reconnue et les frontières en furent tracées sur la carte ; mais elles n'ont jamais été complètement délimitées sur les lieux. Ces documents internationaux reconnaissaient l'Albanie *de jure*, sous le Gouvernement du Prince de Wied, et en fixaient alors la Constitution. Le Traité de Londres de 1915 établit certains accords provisoires entre l'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie, aux termes desquels était envisagé le partage d'une partie considérable de l'Albanie, ainsi qu'un protectorat italien pour le reste du pays. Peu après l'Albanie entière fut occupée par des contingents belligérants français, italiens et autrichiens, et le pays fut administré à titre de territoire occupé. En fin de compte, le Gouvernement italien décida de renoncer complètement à ses droits sur l'Albanie et, sur ce point, le Traité de 1915 resta sans effet. La Commission a également appris que le Conseil Suprême avait fait des propositions relatives au partage de l'Albanie, mais, autant que nous avons pu le savoir, ces propositions n'ont pas été incorporées dans un accord d'un caractère obligatoire.

Nous avons été avisés que, dans ces circonstances, et pour les motifs exposés dans le rapport présenté par la Section Juridique du Secrétariat, les accords de 1914 ne sont plus en vigueur. Toutefois, les Albanais soutiennent que la Principauté d'Albanie ainsi créée existe toujours, avec cette seule différence qu'aucun Prince n'occupe le trône. La Constitution actuelle de l'Albanie prévoit une Régence, reconnaissant ainsi le fait que le trône n'est que provisoirement vacant. Mais, après avoir consulté les juristes, nous ne croyons pas que la reconnaissance *de jure* de l'Albanie par les Puissances, en 1914, puisse être encore considérée comme effective. En fait, il ne semble exister actuellement aucune relation diplomatique entre l'Albanie et aucune autre puissance. Il y a bien à présent en Albanie un agent officieux de l'Italie et un agent de l'Albanie à Rome ; mais le représentant de l'Italie nous a fait une déclaration (Voir Annexe) d'où il suit que ces faits n'impliquent en rien la reconnaissance du Gouvernement albanais par l'Italie. Il semble également que certaines négociations aient eu lieu entre l'Albanie et la Grèce et entre l'Albanie et la Serbie ; néanmoins, les représentants de la Serbie et de la Grèce nous ont assuré qu'elles n'impliquaient pas davantage une reconnaissance du Gouvernement albanais.

Notre opinion est donc qu'on ne peut pas dire que le Gouvernement albanais soit, à l'heure actuelle, reconnu *de jure* ni, conformément à ce qui précède, reconnu *de facto* par aucune autre Puissance.

ALBANIA

1. Was the application for admission to the League of Nations in order ?

The application of Albania for admission to the League was regularly made, except that it was not received by the Secretariat until the 19th October. By the rules provisionally adopted by the Assembly, a month's notice must be given of any motion to be made unless the Assembly otherwise decides. That rule was, of course, not in force at the time of Albania's application, and therefore the Committee are of opinion that the application must be held to be regular and in order.

2. Is the Government recognised *de jure* ou *de facto*, and by which States ?

By the Treaty of London of 1913, made between Turkey and Bulgaria, Greece, Roumania and Serbia, the creation of Albania was contemplated. Its constitution and extent were reserved for the consideration of the Great Powers, and at the Conferences of Ambassadors of 1914 at London and Florence the independence of Albania was recognised and its frontiers were drawn on a map. They have never been completely marked out on the spot. By these international documents Albania was recognised "*de jure*" under the Government of the Prince of Wied, and the Constitution then set up. By the Treaty of London of 1915 certain provisional agreements were entered into between England, France, Italy and Russia, whereby the partition of a great part of Albania and an Italian Protectorate of the remainder, were contemplated. Shortly afterwards, the whole of Albania was occupied by the belligerent forces of France, Italy, and Austria, and the country was administered as occupied territory. In the end the Italian Government decided to renounce their rights over Albania altogether, and the 1915 Treaty in this respect was without effect. We were also informed that the Supreme Council had made proposals for the partition of Albania, but as far as we could learn they formed no part of a binding agreement.

We are advised that in these circumstances, for the reason given in the report made by the Legal Section of the Secretariat, the agreements of 1914 are not still in force. Nevertheless it is claimed by the Albanians that the Principality of Albania thereby created is still in existence, except that there is no Prince on the throne. The present Constitution of Albania provides for a Regency, thereby recognising that the throne is only temporarily vacant. In view, however, of the legal advice we have received, we do not think that the "*de jure*" recognition by the Powers of Albania in 1914 can be still regarded as effective. In actual fact there does not appear to be any diplomatic relations between Albania and any of the other Powers. Though there is an unofficial agent of Italy at present in Albania and an agent of Albania in Rome, the Italian representative made a formal declaration (annexed) showing that these facts implied no recognition by Italy of the Albanian Government. There also appears to have been certain transactions between Albania and Greece and Albania and Serbia, but the Serbian and Greek representatives assured us that in these cases also there was no recognition of the Albanian Government. We are, therefore, of the opinion that it cannot be said that the Government of Albania is at this moment recognised "*de jure*" or, subject to what is above stated, "*de facto*" by any other Powers.

3. Le Pays possède-t-il un Gouvernement stable et des frontières définies ? Quelles sont sa superficie et sa population ?

4. Le Pays se gouverne-t-il librement ?

La superficie de l'Albanie est d'environ 20.000 kilomètres carrés ; la population dépasse un million. Son Gouvernement consiste en une Chambre de 39 Représentants élus, en un Conseil des Ministres responsables, avec au-dessus d'eux, une Régence de 4 Membres. Rien ne s'oppose donc à ce que l'Albanie soit considérée comme se gouvernant librement.

Elle revendique les frontières fixées par le Traité de 1913. Au Nord, les Serbes occupent quarante-cinq postes militaires en deçà des frontières albanaises, mais ne prétendent pas les occuper de droit ; au Sud, les Grecs occupent une partie du district de Koritza, mais, ici encore, il ne semble pas certain qu'il y ait revendication de leur part, quoiqu'en vertu d'un accord conclu sur le terrain entre les Grecs et les Albanais, la question de propriété définitive soit réservée en vue de négociations ultérieures. Le Traité des Frontières, conclu à Sèvres le 10 août 1920, considère la frontière méridionale de la Yougo-Slavie comme devant être ultérieurement fixée, et il est à remarquer que dans ce Traité, on ne fait nulle part mention de l'Albanie. On peut donc estimer que les Membres de la Société des Nations, signataires de ce Traité, ne peuvent pas considérer les frontières de l'Albanie comme déjà établies. Ils pourraient toutefois juger que les frontières revendiquées par l'Albanie peuvent être considérées comme frontières *de facto* sujettes aux changements que les décisions ultérieures de la diplomatie seraient susceptibles de leur apporter.

Il paraît encore plus difficile de décider si l'Albanie possède un Gouvernement stable. Selon les représentants Albanais, elle possède non seulement les institutions politiques dont on a déjà parlé, mais encore un système complet de tribunaux, une police, des gardes-frontières, des douanes, des écoles, etc. D'autre part, le Représentant de la Serbie qui a bien voulu nous apporter son témoignage, nous a déclaré que l'Albanie n'est pas un Etat, mais seulement une question internationale.

Dans l'ensemble, nous sommes d'avis que, même si le Gouvernement Albanais est un peu rudimentaire, il existe, à n'en pas douter, et exerce une certaine autorité sur toute l'Albanie. Ce Gouvernement représente, sans aucun doute possible, un sentiment national très profond qui ne tient pas compte des différences de religion. Il semble également clair que le pays est habité par une race albanaise d'un caractère marqué, parlant une même langue albanaise.

5. Quels ont été les actes et les déclarations du Gouvernement :

- 1. En ce qui concerne ses engagements internationaux ;**
- 2. en ce qui concerne les prescriptions de la Société relatives aux armements.**

En ce qui a trait au respect des Albanais pour leurs obligations internationales, on nous a informés que l'Albanie n'en avait aucune pour le moment, mais qu'elle était parfaitement disposée à tenir tout engagement qu'elle pourrait conclure.

A supposer que le Gouvernement soit assez stable et eût assez d'autorité, nous ne pouvons en aucune façon mettre en doute sa bonne foi. On nous déclare également que le Gouvernement Albanais est tout prêt à se conformer aux obligations ou aux exigences militaires imposées par la Société des Nations et nous n'hésitons pas à accepter l'assurance qui nous est donnée.

3. Does the country possess a stable Government and settled frontiers ? What are its size and population ?

4. Is the country fully self-governing ?

The size of Albania is some 20,000 square kilometres, and its population is upwards of a million. It has a Government which consists of an elected Chamber of 39 representatives, and a responsible Council of Ministers with a Regency of 4 members over them. There is no reason for regarding it as otherwise than fully self-governing. It claims the frontiers defined by the Treaty of 1913. In the North the Serbians have some fortified posts within the Albanian frontier, but they do not claim that they are there as of right ; and in the South the Greeks are in occupation of part of the district of Koritza, but there again it does not appear clearly that there is any claim of right on their part, though by an agreement made between the Greeks and Albanians on the spot, the ultimate ownership of the district is reserved for subsequent negotiation. By the frontier provisions Treaty of the of Sèvres, of the 10th of August, 1920, the Southern frontier of Yugoslavia is described as a line to be subsequently determined, and it is noticeable that Albania is nowhere mentioned in the Treaty. It may, therefore, be considered that those members of the League who were parties to the Treaty are precluded from regarding the frontiers of Albania as fixed. They may, however, consider that the frontiers as claimed by Albania may be regarded as the *de facto* frontiers, subject to alteration by subsequent diplomatic action.

It seems still more difficult to come to a conclusion as to whether Albania is in possession of a stable Government. According to the Albanian Representatives, she has not only such political institutions as above described, but also a complete system of law courts, a policy, frontier-guards, customs, schools, etc. On the other hand, the Serbian Representative, who offered his witness to the Committee, declare that Albania was not a State, but merely an international question.

On the whole we are of opinion that though the Government of Albania is not of the most elaborate description, yet there is a Government, which has a certain degree of authority in all parts of Albania, and it undoubtedly represents a very strong national sentiment which disregards all differences of religion. It seems also clear that the country is inhabited by a definite Albanian race, speaking a common Albanian language.

5. What has been the conduct of the country concerning both actes and assurances with regard to :

- 1. Her international obligations ;**
- 2. The prescriptions of the League as to armements.**

With regard to Albania's readiness to respect her international obligations, we were informed that Albania had no international obligations at present, but that she was very ready to carry out any that she undertook, and supposing that the Governments sufficiently stable and effective to enable her to do so, we have no reason to doubt her complete good faith. In the same way we were informed that the Albanian Government were very ready to comply with any military requirements or prescriptions laid down by the League, and we have no hesitation in accepting this assurance.

ANNEXE AU RAPPORT SUR L'ALBANIE

DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE L'ITALIE

Le Royaume d'Italie est représenté en Albanie par des agents italiens qui entretiennent avec les autorités albanaises, détenant actuellement le pouvoir, des rapports *de facto*, en vue de régler les questions soulevées par l'occupation militaire de l'Albanie par l'Italie, pendant la guerre et l'armistice. Le Commandeur Castoldi, résidant maintenant à Durazzo, a le titre de Ministre Plénipotentiaire, mais ce n'est pas en cette qualité qu'il a été envoyé en Albanie ; en fait, il n'a pas de lettre de créance et n'a pas été accrédité auprès du Gouvernement Albanais.

Le Gouvernement Italien n'a pas de consuls en Albanie et les agents qui ont charge des intérêts italiens à Scutari et Vallona n'ont pas reçu l'exequatur.

Les accords de Tirana sont des conventions conclues avec le Gouvernement *de facto* de Tirana, en vue de régler les questions soulevées par le rapatriement des troupes italiennes de Vallona.

A l'heure présente, le Gouvernement Italien n'a reconnu, ni *de jure*, ni *de facto* le Gouvernement Albanais.


ANNEX TO REPORT ON ALBANIA

DECLARATION BY THE ITALIAN REPRESENTATIVE

The Kingdom of Italy has in Albania Italian Agents who have *de facto* relations with the Albanian authorities now in power with a view to settling the questions arising from the military occupation of Albania by Italy during the war and the armistice. Commendatore Castoldi, who is now in Durazzo, is a Minister Plenipotentiary but was not sent to Albania in that capacity ; indeed, he has no credentials, not has he been accredited to the Albanian Government. The Italian Government has no Consuls in Albania, and the Agents who are in charge of Italian interests in Scutari and Vallona are not provided with an exequatur.

The Agreements of Tirana were stipulations entered into with the *de facto* Government of Tirana, with a view to settling the questions arising from the repatriation of the Italian troops from Vallona.

At the present moment the Italian Government has not recognised the Albanian Government either *de jure* or *de facto*.



Digitized by the Internet Archive
in 2014

